

Unité départementale de la Vendée  
10, rue du 93e régiment d'infanterie  
Cité administrative Travot  
85000 La Roche-sur-Yon

Nantes, le 11 juin 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

### **Visite d'inspection du 30/04/2024**

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PIVETEAU BOIS**

La Vallée - BP 7  
85140 Sainte Florence

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/04/2024 dans l'établissement PIVETEAU BOIS implanté La Gauthrie 85140 Sainte Florence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est inscrite dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées et du suivi de la mise en demeure du 9 octobre 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PIVETEAU BOIS
- La Gauthrie 85140 Sainte Florence
- Code AIOT : 0006301560
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Piveteau Bois exploite, sur son site La Gauthrie, une scierie de première transformation du bois, dont les installations ont été autorisées en dernier lieu par arrêté préfectoral du 23 mars 2023.

Le site comprend notamment des installations de travail du bois (rubrique 2410), de broyage/granulation (rubrique 2260-1), de traitement du bois (rubrique 3700), de traitement de déchets non dangereux (rubrique 2791), ainsi que des stockages de bois (rubrique 1532-2). L'installation autorisée de production d'énergie à partir de CSR (rubriques 2971 et 3520) n'a pas encore été mise en service.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- air
- eau
- paysage
- légionelles / prévention légionellose
- risque incendie

- incident de mars 2024 (station-service)

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Stockage des sciures	Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 40	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Étude de réduction de flux - condensats G20	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.6.1.3	/	Demande d'action corrective	6 mois
8	Surveillance environnementale – eaux superficielles	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.7	/	Demande d'action corrective	3 mois
10	Insertion paysagère	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 6.4	/	Demande d'action corrective	6 mois
11	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.5.1	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	3 mois
12	Étude désenfumage	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.4.3	/	Demande d'action corrective	3 mois
14	Dispositions particulières défense incendie	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.8.3.5	/	Demande d'action corrective	1 mois
15	Tuyauteries enterrées de la station-service	Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 14	/	Demande d'action corrective	3 mois
16	Incident de mars 2024 sur la station-service	Code de l'environnement, article R.512-69	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Propreté du site	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Susceptible de suites	Sans objet
2	Programme de nettoyage PHT	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.6.5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
4	Étude captation G15	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.2	/	Sans objet
5	Surveillance environnementale – air	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.7	/	Sans objet
6	2921 – Nettoyage annuel préventif	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.1.2.c de l'annexe I	Susceptible de suites	Sans objet
9	Type de déchets réceptionnés	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 5.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
13	Barrage flottant	Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.8.3.3	/	Sans objet

Saisissez du

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a levé l'ensemble des écarts ayant justifié l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2023. Ainsi, le bâtiment PHT fait désormais l'objet d'un nettoyage efficace. L'autre écart, relatif la prévention du risque légionelle, avait été levé en amont de la visite, sur la base de justificatifs transmis par l'exploitant.

De manière générale, l'exploitant a pris du retard dans la réalisation de plusieurs actions imposées dans l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2023. Cela concerne notamment des études technico-économiques et des mesures d'insertion paysagère.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Propreté du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nettoyage des extérieurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> Les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Par rapport à la visite de contrôle du 27 juin 2023, une amélioration de la situation est constatée, en particulier au niveau de la voie interne séparant les installations de la réserve incendie. Il est considéré que l'écart relevé en 2023 est levé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Programme de nettoyage PHT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.6.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque d'incendie et d'explosion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suites qui avaient été actées : Mise en demeure, respect de prescription</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 09/01/2024</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> L'intérieur du bâtiment PHT est débarrassé régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.
<b>Constats :</b> Par courrier du 6 novembre 2023, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder au nettoyage du bâtiment et a joint des photos du bâtiment nettoyé. Lors de la visite, il n'a pas été constaté d'amas de poussières dans ce bâtiment, confirmant l'efficacité du programme de nettoyage en place. L'exploitant a ainsi levé l'écart ayant justifié l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 9 octobre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

### N° 3 : Stockage des sciures

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/09/2014, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les stockages de produits pulvérulents, volatils ou odorants, susceptibles de conduire à des émissions diffuses de polluants dans l'atmosphère, sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés...).</p>
<b>Constats :</b> <p>Depuis la visite du 27 juin 2023, de nouvelles capacités de stockage en silo (autorisées dans l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2023) ont été construites. Elles ont permis une amélioration de la situation. Des produits pulvérulents restent néanmoins stockés en extérieur, sans précaution particulière vis-à-vis du risque d'envols, ce qui constitue un écart.</p> <p>Pour lever cet écart, l'écart prévoit de poursuivre la mise en place de capacités couvertes de stockage. Le plan d'action de l'exploitant accompagné des justificatifs (bon de commande signé) sera transmis à l'inspection dès signature pour une mise en conformité des équipements au plus tard sous 6 mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 4 : Étude captation G15

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées les résultats d'une étude technico-économique relative à la captation et à la filtration des émissions de poussières issues de l'ensemble des installations de broyage/affinage G15.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant prévoit de déplacer les installations fixes de broyage, de l'actuel abri G15 vers un nouveau bâtiment. Ces installations seront alors munies d'un dispositif de captation et de filtration des poussières. Pour cela, un dossier de porter à connaissance de modifications (article R.181-46 du Code de l'environnement) sera transmis au préfet de la Vendée au second semestre 2024. Dans ce cadre, il est rappelé à l'exploitant que les installations devront être conformes aux dispositions applicables de l'arrêté du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques [...] 2791.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a précisé que les installations fixes de broyage seront mises à l'arrêt dès juin 2024, dans l'attente de leur déplacement.</p> <p>Il est considéré que les éléments transmis par l'exploitant vont au-delà de l'étude technico-économique attendue. Par conséquent, il est considéré que la prescription est respectée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Surveillance environnementale – air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un programme de surveillance de l'impact de ses rejets atmosphériques sur l'environnement. Ce programme concerne au moins les poussières, les dioxines/furanes et les éléments traces métalliques.</p> <p>Les méthodes de mesures (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les méthodes précisées dans l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, publié au Journal officiel, sont réputées satisfaire à cette exigence. Les émissions diffuses sont prises en compte.</p> <p>Ce programme prévoit notamment la détermination de la concentration de ces polluants dans l'environnement :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- avant la mise en service de l'installation G18 (point zéro) ;</li><li>- dans un délai compris entre trois mois et six mois après la mise en service de l'installation, puis entre six mois et un an après cette mise en service ;</li><li>- après la période initiale, selon une fréquence au moins annuelle.</li></ul> <p>Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant, selon une méthodologie reconnue. Les points retenus comprennent notamment un point réputé non impacté par les rejets du site et le point le plus exposé à ces rejets. Le nombre de points de mesures et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont installés et exploités sont fixés sous le contrôle de l'inspection des installations classées. Ce programme porte, a minima, sur les matrices « dépôts atmosphériques secs » et « bioaccumulation des dépôts atmosphériques par le végétal utilisé ».</p>
<b>Constats :</b> <p>Afin de respecter ces dispositions, l'exploitant a indiqué se faire accompagner d'un bureau d'étude spécialisé. La première campagne, devant être menée avant la mise en service* de la chaudière G18, n'a pas encore été réalisée. Cette chaudière n'ayant pas été mise en service, aucun écart n'est constaté à ce jour.</p> <p>Il est néanmoins rappelé à l'exploitant que le protocole devra être transmis préalablement à l'inspection des installations classées.</p> <p>* dans cet article, par « mise en service », il faut comprendre la combustion du premier lot de CSR, qui entraînera les premières émissions atmosphériques. Il ne s'agit donc pas de la mise en service industrielle (pouvant être définie comme la fin de la phase d'installation, test et réglage de l'installation)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : 2921 – Nettoyage annuel préventif

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7.I.2.c de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Légionelle
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.</p>
<b>Constats :</b> <p>Au vu de l'extraction GMAO, une « inspection condenseur », comprenant notamment un nettoyage de l'équipement est réalisée annuellement. La dernière a été réalisée en août 2023.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis le protocole de nettoyage de cet équipement, daté de janvier 2020. Au vu de ce protocole, ce nettoyage ne nécessite pas l'utilisation d'un jet sous pression.</p> <p>L'écart constaté lors de la visite du 27 juin 2023 est levé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Étude de réduction de flux - condensats G20

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.6.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant remet à l'inspection des installations classées les résultats d'une étude technico-économique relative à la réduction du flux rejeté, notamment du flux d'azote, via par exemple la réutilisation (le cas échéant partiel) de ces eaux ou leur traitement.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis une étude relative aux différentes options de réduction du flux émis par les effluents issus du condenseur de fumées de la chaudière G20. Des solutions de traitement et de réutilisation des effluents ont notamment été étudiées. Cette étude n'est toutefois pas conclusive, ce qui constitue un écart.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de poursuivre cette étude et de proposer, dans un délai maximal de 6 mois, une solution de réduction du flux émis dans les eaux superficielles. Par ailleurs, il est rappelé à l'exploitant qu'une réutilisation doit se substituer à un prélèvement et doit combler un besoin en eau. À titre d'exemple, l'injection des effluents dans le foyer de la chaudière G20, évoquée par l'exploitant dans son étude, ne remplacerait pas un usage actuel et ne pourrait donc pas être assimilée à de la réutilisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois



## N° 8 : Surveillance environnementale – eaux superficielles

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 4.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

### Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place une surveillance environnementale des eaux superficielles. Pour cela et pour les substances susceptibles de caractériser un impact de l'activité du site, notamment les biocides utilisés dans les installations de préservation du bois, il fait réaliser des prélèvements dans le milieu (le Douet des Rivières, en amont et en aval des points de rejets du site, en dehors des zones de mélanges. Les méthodes de mesures (prélèvements et analyses) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de la liste des substances retenues.

Une première campagne annuelle est réalisée en période d'étiage et hors période d'étiage. Les campagnes suivantes sont réalisées annuellement en période d'étiage, si les résultats entre ces deux périodes ne présentent pas de différence notable.

### Constats :

La première campagne de surveillance du milieu a été réalisée en novembre 2023. Dans ce cadre, un prélèvement en amont et un aval ont été réalisés.

Au vu du rapport d'analyses, il apparaît que le prélèvement a été réalisé par l'exploitant. Au contraire et selon l'exploitant, le prélèvement a été réalisé par un organisme spécialisé. Dans tous les cas, le rapport d'analyses ne fournit aucune indication concernant la méthodologie de prélèvement. De plus, les documents transmis ne précisent pas l'emplacement des prélèvements et ne permettent donc pas de justifier qu'ils se situent en dehors de la zone de mélanges. Par ailleurs, les points de prélèvements n'étant pas clairement identifiés, rien ne garantit qu'ils seront conservés lors des futures campagnes. Or, l'utilisation des mêmes points de prélèvement, au fil des campagnes, est nécessaire à l'observation de l'évolution de la situation. Par conséquent, il est considéré que l'exploitant n'a pas mis en œuvre des méthodes de prélèvements permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles, ce qui constitue un écart. Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis un devis relatif à la réalisation, par un organisme spécialisé, de la surveillance environnementale. Ce devis mentionne explicitement la rédaction d'un rapport et d'une interprétation des résultats, à l'issue des campagnes.

La campagne de novembre 2023 n'a pas porté sur l'azote global, alors que les rejets d'azote du condenseur de fumées de la chaudière G20 sont susceptibles d'avoir un impact sur le milieu, ce qui constitue un écart. Le devis transmis par l'exploitant à l'issue de la visite mentionne explicitement l'analyse des formes azotées.

Les résultats de la première campagne de surveillance du milieu, notamment la comparaison amont/aval, montrent un impact en propiconazole, en tébuconazole et en cuivre. Ces substances sont caractéristiques des produits de traitement du bois utilisés ou ayant récemment été utilisés.

### Résultats amont :

#### Métaux

Cuivre (Cu)	µg/l	3,9				Conforme à EN-ISO17294-2 (2004)
-------------	------	-----	--	--	--	---------------------------------

#### Hydrocarbures totaux

Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50				méthode interne
Fraction C10-C12	µg/l	<10				Méthode interne
Fraction C12-C16	µg/l	<10				Méthode interne
Fraction C16-C20	µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C20-C24	µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C24-C28	µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C28-C32	µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C32-C36	µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C36-C40	µg/l	<5,0				Méthode interne

#### Pesticides

Cyperméthrine	µg/l	<0,050				DIN 38407-37 : 2013-11(BB)
IPBC (3-Iod-2-propinyl butylcarbamate)	µg/l	<0,050				DIN 38407-36 : 2014-09(BB)
Propiconazole	µg/l	<0,050				DIN 38407-36 : 2014-09(BB)
Tébuconazole	µg/l	<0,030				DIN 38407-36 : 2014-09(BB)
Permethrine	µg/l	<0,050				DIN 38407-37 : 2013-11(BB)

**Résultats aval :****Métaux**

Cuivre (Cu)	µg/l	6,7				Conforme à EN-ISO17294-2 (2004)
-------------	------	-----	--	--	--	---------------------------------

**Hydrocarbures totaux**

Hydrocarbures totaux C10-C40	µg/l	<50				méthode interne
Fraction C10-C12	µg/l	<10				Méthode interne
Fraction C12-C16	µg/l	<10				Méthode interne
Fraction C16-C20	*) µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C20-C24	*) µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C24-C28	*) µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C28-C32	*) µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C32-C36	*) µg/l	<5,0				Méthode interne
Fraction C36-C40	*) µg/l	<5,0				Méthode interne

**Pesticides**

Cyperméthrine	u) *) µg/l	<0,050				DIN 38407-37 : 2013-11(BB)
IPBC (3-Iod-2-propinyl butylcarbamate)	u) *) µg/l	<0,050				DIN 38407-36 : 2014-09(BB)
Propiconazole	u) *) µg/l	0,14				DIN 38407-36 : 2014-09(BB)
Tébuconazole	u) *) µg/l	0,37				DIN 38407-36 : 2014-09(BB)
Perméthrine	u) *) µg/l	<0,050				DIN 38407-37 : 2013-11(BB)

Il est rappelé à l'exploitant que la prochaine campagne de surveillance devra être réalisée en période d'étiage du cours d'eau.

Il est également rappelé à l'exploitant que l'article 4.7 impose la réalisation d'un bilan quadriennal et que, en cas d'impact avéré sur les eaux superficielles et en application de l'article 4.9, un plan d'action devra être défini et mis en œuvre.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 9 : Type de déchets réceptionnés

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 5.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Déchets

**Prescription contrôlée :**

Les déchets entrants sont limités aux quantités suivantes :

Nature	Code déchets	Quantité annuelle entrant (en t/an)
Combustible solide de récupération	19 12 10	33 000
Écorces	03 01 01	44 600
Chutes de bois brut	03 01 05	14 100
Chutes de bois contenant de la colle	03 01 05	700
Déchets de bois non dangereux issus d'activité de déconstruction/démolition	15 01 03, 20 01 38	5 200

**Constats :**

Au vu de la déclaration GERE de la société SPBI aux Herbiers, l'exploitant aurait réceptionné, en 2022, 723 t de déchets dangereux de bois (code déchet 03 01 04\*) produits sur ce site, pour une utilisation comme combustible (code de traitement R1) sur le site de La Gauvrie. Aucun transfert de ce type n'est déclaré pour l'année 2023.

Au vu du « registre du pont bascule » tenu par l'exploitant, il s'agissait de déchets de bois correspondant au b.v) de la définition de la biomasse (déchets de bois susceptibles de contenir des composés organiques halogénés ou des métaux lourds à la suite d'un traitement avec des conservateurs du bois ou du placement d'un revêtement). Ces déchets n'auraient pas été utilisés comme combustibles dans la chaudière biomasse du site (classée au titre de la rubrique 2910-A), mais auraient été broyés, avant expédition vers des sites de valorisation.

Au vu des informations recueillies, il semble que ces déchets correspondaient à des chutes de bois issues de l'activité d'ébénisterie du site SPBI aux Herbiers, et qu'ils auraient probablement dû être classés sous le code 03 01 05 (déchet non dangereux). Il semble également que ces déchets ont été broyés puis évacués hors site. Toutefois, le manque de traçabilité des déchets reçus avant 2023 ne permet pas de le démontrer, ce qui constitue un écart. Il apparaît également que l'exploitant ne reçoit plus de déchets de cet industriel, ce qui lève l'écart constaté concernant cette filière.

En 2022, les installations du site étaient autorisées et encadrées par l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2019. Puisque l'exploitant n'était alors pas autorisé à traiter de tels déchets, cet arrêté ne fixait pas de prescription relative à la traçabilité de ces déchets. L'installation de broyage de bois, soumise à autorisation au titre de la rubrique 2791, a été régularisée par l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2023.

Il est rappelé à l'exploitant que l'article 5.2 de l'arrêté préfectoral du 23 mars 2023 impose un suivi des déchets entrants. En particulier, la procédure d'information préalable permet notamment de caractériser le déchet. Cette caractérisation, partagée par les différents acteurs de la filière, permet d'éviter l'utilisation de codes déchets différents. Il est également rappelé à l'exploitant qu'il est tenu, conformément à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021, de tenir un registre de suivi des déchets entrants. Ces points n'ont pas été contrôlés lors de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 10 : Insertion paysagère

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/03/2023, article 6.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Paysage		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage. En particulier, il met en œuvre les actions listées dans le paragraphe 7.11.2.3 de l'étude d'impact, dans les délais suivants :		
Numéro d'action (en référence au paragraphe 7.11.2.3 de l'étude d'impact)	Description	Délai maximal de mise en œuvre, à compter de la notification du présent arrêté
1 – traitement d'entrée de la ville	Haie bocagère et plantation de douglas	1 an
5 – plantations parking rue de la scierie	Plantation d'un alignement d'arbres tiges en accompagnement du parking situé rue de la Scierie, le long de la clôture en bois	1 an
8 – haie bocagère rue de Saint Martin	Développement de haies bordant les parcelles	1 an
9 – doublement haie rue de Saint Martin	Plantation d'une haie arbustive sur environ 180 ml en doublement des plantations existantes le long de la voie douce qui borde la rue de Saint-Martin	1 an
Si des actions, nécessitant des travaux hors site, ne peuvent pas être réalisées pour des raisons indépendantes de la volonté de l'exploitant, par exemple une opposition du propriétaire des terrains concernés, l'exploitant en informe le préfet, le justifie et propose le cas échéant des mesures alternatives.		
<b>Constats :</b> L'action 1 n'a pas encore été mise en œuvre. L'exploitant a indiqué que des discussions sont en cours avec la communauté de communes. L'aménagement prévu du rond-point devrait ainsi obliger l'exploitant à proposer des mesures alternatives. L'action 5 n'a pas encore été mise en œuvre. Selon l'exploitant, ce retard est dû au projet de mise en place d'ombrières photo-voltaïques sur le parking salarié (ce projet est inclus dans le dossier de porter à connaissance de modifications en cours d'instruction). Les actions 8 et 9 n'ont pas encore été mises en œuvre. L'exploitant a indiqué que des discussions sont en cours avec la nouvelle commune de Sainte-Florence.		
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant, dans un délai maximal de 6 mois, de mettre en œuvre l'action 5. Concernant les actions 1, 8 et 9, il est demandé à l'exploitant, dans un délai maximal de 6 mois, d'informer le préfet de la Vendée des conclusions des échanges avec les collectivités et, le cas échéant, de proposer des mesures alternatives à celles imposées dans l'arrêté d'autorisation.		
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites		
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective		
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois		

## N° 11 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<b>Constats :</b> <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée d'août à octobre 2023. Dans ce cadre, le site a été divisé en 8 zones. 8 rapports et 8 certificats Q18 ont ainsi été produits. Cependant, le certificat correspondant à la GCP Pellets (G15 à G30) précise que la vérification n'a été que partielle. Une partie des installations électriques n'a donc pas fait l'objet d'une vérification annuelle, ce qui constitue un écart.</p> <p>5 des 8 certificats Q18 concluent que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion.</p> <p>En revanche, les certificats correspondant à la zone pellets G15 à G30, à la zone G4/G5 et à la nouvelle zone G02, concluent à un risque d'incendie ou d'explosion. Au total, cela concerne les 6 écarts suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bâtiment G4/G5 : Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités – 2 écarts signalés depuis 2022</li> <li>- Bâtiment G22 : Appareillage non correctement protégé contre les surintensités – 1 écart signalé depuis 2017</li> <li>- Bâtiment G20 : Non fonctionnement d'un contrôleur permanent d'isolement – 1 écart signalé depuis 2022</li> <li>- Ligne sciage Linck G02 : Défaut de mise à la terre – Nouvel écart</li> <li>- Ligne sciage Linck G02 : Absence de dispositif de protection contre les surintensités – Nouvel écart</li> </ul> <p>Considérant que les certificats Q18 mentionnent des écarts récurrents créant un risque d'incendie, il ne peut pas être considéré que les installations électriques sont maintenues en bon état, ce qui constitue un écart.</p> <p>Postérieurement à la visite, l'exploitant a transmis la procédure interne de gestion des anomalies constatées lors des vérifications périodiques. Concernant en particulier l'écart relevé depuis 2017 dans le bâtiment G22, l'exploitant a transmis des documents justifiant de la réalisation de travaux en juillet 2023. La levée de cet écart devra néanmoins être justifiée par un certificat Q18 (ce qui n'a pas été fait lors de la vérification de 2023, pourtant postérieure à ces travaux).</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier de la levée de ces écarts sous un délai de 3 mois, en transmettant, dès réception, les documents Q18 relatifs à la prochaine vérification des installations électriques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 12 : Étude désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.4.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les résultats d'une étude technico-économique visant à mettre en œuvre des dispositifs de désenfumage dans les bâtiments G4/G5 et G23.
<b>Constats :</b> Cette étude n'a pas été réalisée dans le délai imparti, ce qui constitue un écart. L'exploitant a présenté un devis relatif à la réalisation d'une telle étude. L'exploitant transmet cette étude à l'inspection au plus tard sous 3 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 13 : Barrage flottant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.8.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans l'attente de la séparation de la réserve incendie et du bassin de confinement, et dans un délai maximal de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, un barrage flottant est installé au niveau de la pompe d'aspiration de cette réserve, afin de prévenir le risque de dysfonctionnement lié à la présence de débris et d'eaux polluées en cas d'incendie. S'il n'est pas mis en place en permanence, cet équipement est stocké à proximité du bassin et une procédure définit les modalités de sa mise en œuvre.
<b>Constats :</b> Un tel barrage flottant a bien été mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 14 : Dispositions particulières défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2023, article 7.8.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, le bouche d'incendie n°2012-0063 est remplacée par une bouche de 100 mm. Dans un délai maximal de six mois à compter de la notification du présent arrêté, l'accès au bac décanteur associé à la réserve incendie (BV1) est limité par la pose d'une clôture. Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, le numéro d'identification des prises d'eau est apposé sur la cuve tampon de 250 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> L'exploitant ne prévoit pas de remplacer le raccord de cette bouche incendie, mais d'installer, à proximité de cet ouvrage, une nouvelle bouche incendie de diamètre 100 mm. Ce nouvel ouvrage n'est pas encore opérationnel, ce qui constitue un écart. Il devrait l'être avant l'été 2024. Il est demandé à l'exploitant, dans un délai maximal d'un mois, de justifier que ce nouvel ouvrage est opérationnel et qu'il dispose bien d'un diamètre de 100 mm. L'article 7.8.3.5 sera modifié à l'occasion d'un prochain arrêté complémentaire, pour tenir compte de ce changement. L'accès au bassin a été limité par une barrière. Il est considéré que cet aménagement répond à l'objectif de protection de l'article 7.8.3.5. Cet article sera modifié à l'occasion d'un prochain arrêté complémentaire, pour tenir compte de ce changement (barrière au lieu de clôture). La cuve tampon de 250 m <sup>3</sup> (au niveau du surpresseur) est désormais munie d'un panneau d'identification.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

## N° 15 : Tuyauteries enterrées de la station-service

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/04/2008, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Risque de pollution des eaux et des sols
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les tuyauteries enterrées qui ne sont pas munies d'une deuxième enveloppe et d'un système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite, subissent un contrôle d'étanchéité selon les règles de l'annexe II du présent arrêté, tous les dix ans par un organisme agréé conformément aux dispositions de l'article 8 du présent arrêté.</p> <p><u>NB :</u> Cet article est rendu applicable par l'article 4.10.2 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations-service soumises à déclaration sous la rubrique n° 1435</p> <p><u>NB 2 :</u> Même si ce n'est pas indiqué explicitement dans l'arrêté d'autorisation du 23 mars 2023, la station-service est existante au sens de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 et de l'arrêté ministériel du 18 avril 2008. En effet, cette station service était mentionnée, pour un volume distribué supérieur à 500 m<sup>3</sup>/an, dans le dossier de demande d'autorisation déposé en 2002 (commun aux sites La Vallée, les Hauteurs et la Gauthrie, ayant fait l'objet d'une enquête publique mais pas d'une décision du préfet de la Vendée).</p>
<b>Constats :</b> <p>Les tuyauteries enterrées de la station-service ne sont pas munies d'une double enveloppe. L'exploitant n'a pas été mesure de justifier de la réalisation d'un contrôle d'étanchéité de moins de 10 ans, ce qui constitue un écart.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



**N° 16 : Incident de mars 2024 sur la station-service**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2001, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Autre, Accident/incident
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> <p>Le 21 mars 2024, un incident a été constaté par l'exploitant au niveau du poste de distribution de la station-service interne. L'inspection des installations classées en a été informée le 28 mars 2024. Un rapport d'incident a été transmis le 19 avril 2024.</p> <p>Au vu de ce rapport, une fuite au niveau des tuyauteries enterrées a entraîné une pollution des sols (100 l de gazole).</p> <p>Ce rapport ne précise pas les mesures prises ou envisagées pour pallier les effets à moyen ou à long terme de l'incident, ce qui constitue un écart.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Il est demandé à l'exploitant, dans un délai maximal de 15 jours, de préciser les mesures prises ou prévues pour gérer la pollution des sols engendrée par cette fuite de carburant. Il est rappelé à l'exploitant que, de manière générale, les pollutions concentrées et accessibles ne doivent pas être laissées dans les sols, afin notamment d'éviter le risque d'extension et de migration vers un autre milieu.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours